



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 31 ΜΑΪΟΥ 1963

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
81

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4315

Περί προώσεως συμβάσεως περί ιδρύσεως Διεθνούς Κέντρου Υπολογισμού.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ομόφωνα μετά της Βουλής, αποφασίζομεν και διατάσσομεν:

*Άρθρον μόνον.

Κυρούται και έχει πλήρη νόμου ισχύν ή εν Παρισίοις, υπό την αιγίδα της UNESCO, υπογραφείσα την 6ην Δεκεμβρίου 1951 σύμβασις «περί ιδρύσεως Διεθνούς Κέντρου Υπολογισμού», εις ην προσεχώρησε και ή Ελλάς, τὸ κείμενον τῆς ὁποίας ἔπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ, καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Μαΐου 1963.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΠ.

Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΓΡ. ΚΑΣΙΜΑΤΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Μαΐου 1963.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

Convention Instituant
le Centre International de Calcul

Les Parties Contractantes,

Vu les Résolutions 22 (III) du 3 octobre 1946, 160 (VII) du 10 août 1948, 318 (XI) du 14 août 1950 et 394 (XIII) du 24 août 1951 du Conseil économique et social des Nations Unies :

Vu la Résolution 2.24 adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture lors de sa sixième session;

Convaincues du fait que le développement de la recherche et de la découverte scientifiques constitue une base indispensable de tout progrès économique et social de l'humanité :

Considérant :

Qu'un grand nombre de recherches scientifiques verraient leur rendement considérablement accru si elles étaient poursuivies sur le plan international;

Qu'il se pose à l'heure actuelle dans de nombreuses branches de la Science des problèmes mathématiques qui entraînent des calculs extrêmement complexes ;

Que dans plusieurs disciplines scientifiques, les progrès à venir dépendent dans une large mesure de la solution de tels problèmes ;

Que les récents progrès réalisés dans le domaine des machines à calculer permettent aujourd'hui d'effectuer des calculs numériques qu'il était pratiquement impossible d'exécuter autrefois ;

Que, dans ces conditions, il est éminemment désirable d'établir une Institution internationale chargée de promouvoir et de mettre en oeuvre les moyens modernes de calcul et d'effectuer des recherches systématiques et continues sur l'amélioration de ces moyens;

Ont convenu de ce qui suit :

Article I.

Création du Centre

Il est créé un Centre international de Calcul, ci-après désigné sous le nom de Centre. Son siège est établi à Rome.

Article II.

Fonctions

Le Centre a une triple fonction :

1. de recherche scientifique,
2. d'éducation,
3. de service de consultation et de calcul.

Ces trois fonctions, essentielles et complémentaires, ont une importance égale.

En vue d'exercer au mieux la première de ses fonctions, le Centre :

— crée et fait fonctionner un ou plusieurs laboratoires équipés de divers types de machines à calculer;

— effectue des recherches scientifiques sur les questions relatives à l'utilisation et au perfectionnement des moyens de calcul;

— établit un programme de problèmes de science pure à étudier sur le plan international dans la mesure où ces problèmes sont liés à des calculs ;

— s'efforce de promouvoir la collaboration entre les instituts de calcul du monde entier, d'aider à la coordination de leurs travaux et de favoriser leurs activités ;

— assure la publication et la diffusion des résultats des recherches entreprises par lui et s'efforce en outre d'assurer la publication d'autres travaux similaires.

En vue d'exercer au mieux la seconde de ses fonctions, le Centre élabore et exécute un programme pour la formation professionnelle et le perfectionnement des spécialistes dans le domaine du calcul.

En vue d'exercer au mieux la troisième de ses fonctions, le Centre :

- assure le fonctionnement d'un service consultatif;
- institue et maintient un service de calcul.

Dans l'exercice des fonctions ci-dessus le Centre s'efforce de satisfaire par priorité aux besoins de ses Etats membres et plus particulièrement aux besoins de ceux d'entre eux qui ne disposeraient que de moyens limités.

Il se conforme toujours aux buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été constituée et que sa Charte proclame.

Article III.

Composition

Sont membres du Centre les Etats qui sont soit membres de l'Organisation des Nations Unies, soit membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, soit membres de l'une des autres Institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et qui deviennent parties à la présente Convention.

Article IV.

Organes

Le Centre comprend :

1. une Assemblée générale ;
2. un Conseil d'administration;
3. un personnel scientifique et administratif à la tête duquel se trouve placé un Directeur.

Article V.

Assemblée générale

1. L'Assemblée générale est formée d'un représentant, de préférence scientifiquement qualifié, de chacun des Etats membres du Centre et d'un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Chacun des représentants peut être assisté d'un suppléant.

2. L'Assemblée générale constitue l'organe suprême du Centre. Il lui appartient d'établir les règlements et d'adopter toutes décisions relatives à son fonctionnement. Elle décide notamment de la création des laboratoires visés à l'Article II, en tenant compte, en ce qui concerne le choix de leur siège, de la nécessité d'une répartition géographique équitable des activités du Centre. Elle détermine à chacune de ses sessions ordinaires les grandes lignes du programme et les bases du budget du Centre pour les deux années à venir. Elle examine le rapport biennal d'activités présenté par le Directeur du Centre, qui devra être accompagné des observations du Conseil d'administration. Elle élit, conformément à l'Article VI, les personnalités appelées à faire partie du Conseil d'administration; elle nomme le Directeur du Centre conformément à l'Article VII.

3. L'Assemblée générale élit son bureau et détermine son règlement intérieur. Ses décisions sont prises à la majorité des ses membres présents et votant, excepté s'il en est spécifié autrement dans la présente Convention.

4. L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Elle se réunit en session extraordinaire sur convocation du président du Conseil d'administration, à la demande de la majorité des Etats Membres ou sur décision du Conseil d'administration.

5. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture convoquera la première session de l'Assemblée générale du Centre dans un délai maximum de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Il prendra toutes dispositions nécessaires en vue de l'établissement de l'ordre du jour provisoire et de la préparation de cette première session.

Article VI.

Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration est composé de six personnalités élues par l'Assemblée générale parmi les candidats présentés par les Etats membres conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article et d'un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

2. Chacun des Etats membres présente à l'Assemblée générale deux candidats dont l'un doit être choisi en raison de sa compétence scientifique et l'autre sur la base de son expérience administrative. En procédant aux élections, l'Assemblée générale tient compte de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable. Il ne pourra jamais y avoir au Conseil plus d'un membre élu ressortissant du même Etat.

3. Chacun des membres élus du Conseil d'administration a pour suppléant la personnalité dont la candidature a été présentée par le même Etat membre que la sienne.

4. Le mandat des membres du Conseil d'administration élus par l'Assemblée générale commence à courir à partir de la clôture de la session ordinaire de l'Assemblée générale qui les a choisis et se termine à la fin de la deuxième session ordinaire subséquente. Ce mandat ne peut être immédiatement renouvelé. L'Assemblée générale, lors de sa première session, désignera par tirage au sort parmi les membres élus au Conseil d'administration trois membres dont le mandat expirera à la fin de la première session ordinaire subséquente. Le mandat des membres du Conseil d'administration élus par la première session de l'Assemblée générale prendra effet à partir du jour de leur élection.

5. Le Conseil d'administration, agissant sous l'autorité de l'Assemblée générale, est responsable devant elle de l'exécution du programme adopté par elle; notamment, il exerce les fonctions ci-après énumérées :

a) il examine et approuve les rapports et programmes annuels établis par le Directeur du Centre; le rapport biennal des activités qui doit être présenté à l'Assemblée générale lui est également soumis;

b) il contrôle la gestion financière du Centre et en fixe le budget annuel;

c) il décide des accords relatifs à la collaboration scientifique à conclure par le Centre;

d) il transmet à l'Assemblée générale la liste des candidats au poste de Directeur avec son avis motivé sur chacun d'eux;

e) il nomme aux postes importants du Centre sur proposition du Directeur;

f) il nomme, dans le cas où le Directeur du Centre ne peut continuer à exercer ses fonctions, un Directeur intérimaire qui reste en fonctions jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée générale.

6. Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire deux fois par an. Il se réunit en session extraordinaire à la demande de trois de ses membres ou sur convocation de son président.

Article VII.

Directeur et personnel

1. Le Directeur du Centre est nommé par l'Assemblée générale sur présentation des candidatures par le Conseil d'administration. Il est désigné pour une période de quatre ans. Sa nomination est renouvelable.

2. Le Directeur dirige les travaux du Centre en se conformant aux programmes et directives arrêtés par l'Assemblée générale et selon les modalités arrêtées par le Conseil d'administration. Il représente le Centre en justice et dans tous les actes de la vie civile.

3. Le Directeur nomme à tous les postes scientifiques

et administratifs du Centre autres que ceux désignés dans l'Article VI, paragraphe 5 sous-paragraphe e).

4. Sous réserve de réunir les plus hautes qualités d'intégrité, d'efficacité et de compétence technique, le personnel du Centre devra être recruté sur une base géographique aussi large que possible. La plus ample publicité devra être donnée à la vacance des postes.

5. Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le Directeur et le personnel ne doivent solliciter ni recevoir aucune instruction d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité étrangère au Centre.

Article VIII.

Dispositions financières.

1. Les ressources financières dont dispose le Centre sont constituées par les contributions annuelles de ses Etats membres, par les dons, legs et subventions qu'il pourra recevoir conformément au paragraphe 6 du présent Article, ainsi que par les rémunérations qu'il percevra pour prestations de services.

2. La contribution annuelle des Etats membres au budget du Centre est déterminée en conformité du barème annexé à la présente Convention. Toutefois, l'Assemblée générale pourra, s'il lui apparaît que les autres ressources financières du Centre le permettent, réduire dans une même proportion le montant des contributions à verser pour une année déterminée. Elle pourra aussi à la majorité des deux tiers des membres présents et votant, augmenter dans une proportion le montant des contributions à verser pour une année déterminée.

3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article, le montant à verser par tout Etat membre au titre de sa première contribution financière au budget du Centre, quelle que soit la date à laquelle cet Etat devient partie à la présente Convention, est fixé forfaitairement par la première session de l'Assemblée générale à un pourcentage déterminé de la somme prévue au barème annexé. Ce pourcentage ne pourra être inférieur à 100 % ni supérieur à 125 %.

4. En contrepartie de sa participation financière, chaque Etat membre a droit à l'utilisation gratuite des services du Centre dans une mesure qui sera fixée par l'Assemblée générale.

5. Si un Etat membre ne remplit pas ses obligations financières envers le Centre, l'Assemblée générale peut, sur recommandation du Conseil d'administration, suspendre le bénéfice des droits et privilèges de cet Etat membre dans une mesure qu'elle déterminera.

6. Le Directeur du Centre peut, avec l'approbation du Conseil d'administration, accepter tous dons legs ou subventions offerts au Centre, à la condition que l'attribution de ces dons, legs ou subventions ne comporte aucune clause contraire aux buts du Centre.

Article IX.

Relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Le Centre conclura avec l'Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture un accord en vue de régler les modalités d'une collaboration étroite et effective entre les deux Institutions, notamment en ce qui regarde l'aide à apporter aux recherches, les échanges d'information et de personnel, le fonctionnement de services communs et l'octroi de facilités réciproques.

Article X.

Relations avec les pays hôtes.

Le Centre conclura des accords avec les pays sur le territoire desquels sont établis son siège ou ses la-

boratoires en vue d'assurer une collaboration effective avec des institutions de ces pays.

Article XI.

Capacité juridique et immunités du Centre

1. Le Centre jouit, sur le territoire de chacune de ses Etats membres, de la capacité, juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts.

2. Des accords définiront les privilèges et immunités du Centre et de ses fonctionnaires dans les pays sur le territoire desquels sont établis le siège du Centre ou de ses laboratoires.

Article XII.

Retrait des Etats membres.

Tout Etat membre peut notifier son retrait du Centre à tout moment après l'expiration d'un délai de trois années courant à partir du jour où il est devenu partie à la présente Convention.

Cette notification prend effet un an après le jour où elle a été signifiée au Directeur du Centre, sous réserve que l'Etat membre intéressé ait à cette pays sa contribution pour toutes les années pendant lesquelles il a appartenu au Centre, y compris l'exercice financier qui suivra la date de sa notification. Le Directeur communiquera cette notification à tous les Etats membres du Centre ainsi qu'au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Article XIII.

Amendements.

La présente Convention pourra être amendée par l'Assemblée générale sur proposition d'un Etat membre. Tout projet d'amendement devra avoir été communiqué aux Etats membres trois mois au moins avant d'être soumis à l'examen de l'Assemblée générale. Seuls les représentants des Etats membres du Centre participent au vote relatif à l'option d'un amendement ; cette adoption ne peut être acquise que si elle réunit un nombre de voix égal aux deux tiers au moins du nombre de tous les Etats membres.

Article XIV.

Dispositions finales.

1. La présente Convention est ouverte à la signature et à l'acceptation de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture ou de l'une des autres Institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies.

2. Les Etats pourront devenir parties à la présente Convention par :

- a) la signature sans réserve d'une acceptation ultérieure ;
- b) la signature sous réserve d'acceptation suivie de l'acceptation ;
- c) l'acceptation pure et simple.

L'acceptation deviendra effective par le dépôt d'un instrument officiel entre les mains du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

3. La présente Convention entrera en vigueur lorsque dix Etats en seront devenus parties, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article.

4. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture informera également des dates auxquelles d'autres Etats deviendront parties à cette Convention.

5. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture la présentera à l'enregistrement au Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, signent la présente Convention.

Fait en la Ville de Paris ce six décembre mil neuf cent cinquante et un, en un seul exemplaire, dans les langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

L'exemplaire original sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des Etats mentionnés dans l'Article XIV, paragraphe 1.

ANNEXE

Barème des Contributions

1. Pays membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco)

- Groupe A : Pays dont la contribution à l'Unesco est inférieure à 0,50 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de US \$ 2.000
- Groupe B : Pays dont la contribution à l'Unesco est égale ou supérieure à 0,50 % et inférieure à 2 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de US \$ 5.000
- Groupe C : Pays dont la contribution à l'Unesco est égale ou supérieure à 2 % et inférieure à 5 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de US \$ 10.000
- Groupe D : Pays dont la contribution à l'Unesco est égale ou supérieure à 5 % et inférieure à 15 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de US \$ 15.000
- Groupe E : Pays dont la contribution à l'Unesco est égale ou supérieure à 15 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de US \$ 20.000

II. Pays membres de l'Organisation des Nations Unies, mais qui ne sont pas membres de l'Unesco. Ces pays seront placés dans les groupes ci-dessus sur la base du pourcentage de leur contributions au budget de l'Organisation des Nations Unies.

III. Pays membres de l'une des Institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies, mais qui ne sont pas membres de l'Unesco, ni de l'Organisation des Nations Unies. Ces pays seront placés dans les groupes ci-dessus sur la base du pourcentage probable de leur contribution au budget de l'Organisation des Nations Unies déterminé par le Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies.

ΟΡΓΑΝΩΣΙΣ ΤΩΝ ΗΝΩΜΕΝΩΝ ΕΘΝΩΝ
ΔΙΑ ΤΗΝ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΙΝ, ΤΗΝ ΕΠΙΣΤΗΜΗΝ
ΚΑΙ ΤΗΝ ΜΟΡΦΩΣΙΝ
(U.N.E.S.C.O.)
ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ίδρύσεως τοῦ Διεθνoῦς Κέντρου Ὑπολογισμοῦ

Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη

ἔχοντα ὑπ' ὄψει: Τὰς ἀποφάσεις 22 (III) τῆς 3ης Ὀκτωβρίου 1946, 160 (VII) τῆς 10ης Αὐγούστου 1948, 318 (XI) τῆς 14ης Αὐγούστου 1950 καὶ 394 (XIII) τῆς 24ης Αὐγούστου 1951, τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Τὴν ἀπόφασιν 2.24, ληφθεῖσαν ὑπὸ τῆς Ἑκτῆς Συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς UNESCO.

Πεποιθότα ὅτι ἡ ἀνάπτυξις τῆς ἐπιστημονικῆς ἐρεῦνης καὶ ἀνακαλύψεως ἀποτελεῖ ἀπαραίτητον βάσιν πάσης οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου τῆς Ἀνθρωπότητος.

Θεωροῦντα:

Ὅτι μέγας ἀριθμὸς ἐπιστημονικῶν ἐρευνῶν θὰ εἶχε σημαντικῶς ἠϋξημένην ἀπόδοσιν ἐὰν διεξήγοντο ἐπὶ διεθνoῦς ἐπιπέδου.

Ὅτι νῦν, εἰς διαφόρους κλάδους τῆς Ἐπιστήμης τίθενται πλείστα ὅσα μαθηματικὰ προβλήματα τὰ ὁποῖα συνεπάγονται ἄκρως περιπλόκους ὑπολογισμούς.

Ὅτι εἰς πολλοὺς κλάδους ἐπιστημῶν αἱ μελλοντικαὶ πρόοδοι ἐξαρτῶνται κατὰ μέγα μέρος ἐκ τῆς ἐπιλύσεως τούτων προβλημάτων.

Ὅτι αἱ ἐν τῷ πεδίῳ τῶν ὑπολογιστικῶν μηχανῶν πραγματοποιηθεῖσαι προσφάτως πρόοδοι ἐπιτρέπουν σήμερον νὰ ἐκτελῶνται ἀριθμητικοὶ ὑπολογισμοί, οἵτινες ἄλλοτε θὰ ἦτο οὐσιαστικῶς ἀδύνατον νὰ πραγματοποιηθοῦν.

Ὅτι ὑπὸ τὰς συνθήκας ταύτας εἶναι κατ' ἐξοχὴν εὐκαταίον ὅπως ἰδρυθῆ ἡ Διεθνὴς Ἰδρυμα ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν βελτίωσιν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν νεωτέρων μέσων ὑπολογισμοῦ καὶ τὴν ἐκτέλεσιν συνεχῶν καὶ συστηματικῶν ἐρευνῶν διὰ τὴν τελειοποίησιν τῶν μέσων τούτων,

Συμφώνησαν ἐπὶ τῶν ἐξῆς:

Ἄρθρον 1.

Ἰδρυσις τοῦ Κέντρου

Ἰδρύεται Διεθνὴς Κέντρον Ὑπολογισμοῦ, καλούμενον ἐφεξῆς «Κέντρον». Ἔδρα αὐτοῦ ὀρίζεται ἡ Ρώμη.

Ἄρθρον 2.

Λειτουργία.

Τὸ Κέντρον ἔχει τριπλῆν λειτουργίαν:

- 1) Ἐπιστημονικὴ ἐρευνα.
- 2) Ἐκπαίδευσις.
- 3) Συμβουλευτικὴ καὶ ὑπολογιστικὴ ὑπηρεσία.

Αἱ τρεῖς αὗται λειτουργίαι, οὐσιώδεις καὶ ἀλληλοσυμπληρούμεναι, ἔχουν ἴσην σημασίαν.

Πρὸς καλυτέραν ἐκπλήρωσιν τῆς πρώτης λειτουργίας τοῦ Κέντρου:

Θὰ ἐγκαταστήσῃ καὶ θέσῃ εἰς λειτουργίαν ἐν ἡ περισσώτερα ἐργαστήρια ἐφωδιασμένα μὲ διαφόρους τύπους ὑπολογιστικῶν μηχανῶν.

Θὰ ἐκτελῆ ἐπιστημονικὰς ἐρεῦνας ἐπὶ θεμάτων σχετικῶν πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν καὶ βελτίωσιν τῶν μέσων ὑπολογισμοῦ.

Θὰ καταρτίσῃ πρόγραμμα καθαρῶς ἐπιστημονικῶν θεωρητικῶν προβλημάτων πρὸς μελέτην ἐπὶ τοῦ διεθνoῦς πεδίου, ἐν ᾧ μέρῳ ταῦτα ἔχουν σχέσιν μετὰ τῶν ὑπολογισμῶν.

Θὰ προσπαθῆσῃ νὰ προαγάγῃ τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν ἰδρυμάτων ὑπολογισμοῦ ὁλοκληροῦ τοῦ κόσμου, νὰ συμβάλῃ εἰς τὸν συντονισμόν τῶν ἐργασιῶν αὐτῶν καὶ νὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν δραστηριότητά των.

Θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν δημοσίευσιν καὶ κυκλοφορίαν τῶν ἀποτελεσμάτων τῶν ὑπ' αὐτοῦ ἀναληφθησομένων ἐρευνῶν καὶ ἐπὶ πλέον θὰ καταβάλῃ προσπαθείας πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς δημοσίευσως ἄλλων παρεμφερῶν ἐργῶν.

Πρὸς καλυτέραν ἐκπλήρωσιν τῆς δευτέρας λειτουργίας του, τὸ Κέντρον θὰ καταρτίξῃ καὶ θὰ ἐκτελῆ πρόγραμμα διὰ

τὴν ἐπαγγελματικὴν ἐκπαίδευσιν καὶ τελειοποίησιν τῶν ἐδικῶν ἐν τῷ πεδίῳ τοῦ ὑπολογισμοῦ.

Πρὸς καλυτέραν ἐκπλήρωσιν τῆς τρίτης λειτουργίας αὐτοῦ τὸ Κέντρον:

Θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν λειτουργίαν συμβουλευτικῆς ὑπηρεσίας.

Θὰ ἰδρύσῃ καὶ θὰ διατηρήσῃ ὑπηρεσίαν ὑπολογισμοῦ.

Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν ἀνωτέρω λειτουργιῶν του τὸ Κέντρον θὰ καταβάλῃ προσπαθείας νὰ ἱκανοποιῇ, κατὰ προτεραιότητα, τὰς ἀνάγκας τῶν κρατῶν—μελῶν αὐτοῦ καὶ, ἐιδικώτερον, τὰς ἀνάγκας ἐκείνων τῶν κρατῶν τὰ ὁποῖα ἐνδεχομένως διαδέχονται περιορισμένα μέσα.

Θὰ ἐνεργῆ πάντοτε συμφώνως πρὸς τοὺς σκοποὺς τῆς διεθνoῦς εἰρήνης καὶ τῆς κοινῆς εὐημερίας τῆς Ἀνθρωπότητος, διὰ τοὺς ὁποίους ἔχει συσταθῆ ἡ Ὄργανωσις τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοὺς ὁποίους διακηρύσσει ὁ Καταστατικὸς Χάρτης αὐτῆς.

Ἄρθρον 3.

Σύνθεσις.

Μέλη τοῦ Κέντρου καθίστανται ὅσα κράτη εἶναι εἴτε μέλη τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, εἴτε μέλη μιᾶς τῶν Ἐιδικευμένων Ὄργανώσεων τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἄτινα ἠθέλον καταστή συμβαλλόμενα μέλη τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 4.

Ὄργανα.

Τὸ Κέντρον θὰ ἀποτελῆται:

- 1) Ἐκ Γενικῆς Συνελεύσεως.
- 2) Ἐξ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου.
- 3) Ἐξ ἐπιστημονικοῦ καὶ διοικητικοῦ προσωπικοῦ μὲ ἐπὶ κεφαλῆς ἓνα Διευθυντήν.

Ἄρθρον 5.

Γενικὴ Συνέλευσις.

1) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ ἀποτελῆται ἐξ ἐνὸς ἀντιπροσώπου, κατὰ προτίμησιν ἔχοντος ἐπιστημονικὰ προσόντα, ἐκάστου τῶν Κρατῶν—Μελῶν τοῦ Κέντρου καὶ ἐξ ἐνὸς ἀντιπροσώπου τῆς UNESCO. Ἐκαστος τῶν ἀντιπροσώπων δύναται νὰ βοηθῆται ὑφ' ἐνὸς Ἀναπληρωτοῦ.

2) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ἀποτελεῖ τὸ ὑπατον ὄργανον τοῦ Κέντρου. Θὰ καταρτίξῃ τοὺς κανονισμοὺς καὶ θὰ λαμβάνῃ πᾶσαν σχετικὴν πρὸς τὴν λειτουργίαν τοῦ Κέντρου ἀπόφασιν. Εἰδικώτερον, θὰ ἀποφασίσῃ περὶ τῆς ἐγκαταστάσεως τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 2 ἀναφερομένων ἐργαστηρίων, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐκλογὴν τῆς ἑδρας αὐτῶν, τῆς ἀνάγκης ἴσης γεωγραφικῆς κατανομῆς τῶν πεδίων δραστηριότητος τοῦ Κέντρου. Θὰ προσδιορίξῃ κατ' ἐκάστην τῶν τακτικῶν συνόδων αὐτῆς τὰς γενικὰς γραμμάς τοῦ προγράμματος καὶ τὰς βάσεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Κέντρου, διὰ τὰ ἐπόμενα δύο ἔτη. Θὰ ἐξετάξῃ τὴν διετὴ ἐκθεσιν τῶν πεπραγμένων, τὴν ὑποβαλλομένην ὑπὸ τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Κέντρου, ἢ ὁποῖα δέον νὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῶν παρατηρήσεων τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου. Θὰ ἐκλέγῃ, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 6, τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα θὰ ὑπηρετήσουν εἰς τὸ Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον. Θὰ διορίξῃ τὸν Διευθυντὴν τοῦ Κέντρου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7.

3) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ ἐκλέγῃ τοὺς γραμματεῖς τῆς καὶ θὰ καθορίξῃ τοὺς κανόνας διαδικασίας τῆς. Αἱ ἀποφάσεις αὐτῆς θὰ λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρόντων καὶ ψηφίζόντων μελῶν τῆς, ἐκτὸς ἐὰν ἄλλως ὀρίζεται ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει.

4) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ συνέρχεται εἰς τακτικὴν σύνοδον ἀνὰ διετίαν. Θὰ συνέρχεται δὲ εἰς ἕκτακτον σύνοδον κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Προέδρου τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου, τῇ αἰτήσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Κρατῶν—Μελῶν. ἢ κατόπιν ἀποφάσεως τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

5) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς UNESCO θὰ συγκαλέσῃ τὴν πρώτην σύνοδον τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τοῦ Κέντρου, ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Θὰ προβῆ εἰς τὴν λήψιν ὅλων τῶν ἀναγκαίων μέτρων πρὸς σύνταξιν προσωρινῆς ἡμερησίας διατάξεως καὶ προπαρασκευῆν τῆς πρώτης ταύτης συνόδου.

Άρθρον 6.

Έκτελεστικόν Συμβούλιον

1) Το Έκτελεστικόν Συμβούλιον θά αποτελείται έξ έξ πρώτων έκλεγμένων υπό τής Γενικής Συνελεύσεως, μεταξύ των υποδεικνυμένων υπό των Κρατών-Μελών υποψηφίων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τής παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου και έξ ενός αντιπροσώπου τής UNESCO.

2) Έκαστον των Κρατών μελών θά υποδείξει εις την Γενικήν Συνέλευσιν δύο υποψηφίους, ό εις εκ των οποίων θέον να έχη επίλεξη λόγω τής επιστημονικής αυτού αρμοδιότητος και ό άλλος επί τη βάρει τής διοικητικής αυτού πείρας. Προβαίνουσα εις την έκλογήν μελών του Έκτελεστικού Συμβουλίου, ή Γενική Συνέλευσις θέον να εξασφαλίση δικαίαν γεωγραφικήν κατανομήν. Ουδέν εκ των έκλεγμένων εις το Συμβούλιον μελών δύναται να έχη την αυτήν ιθαγένειαν πρὸς άλλο μέλος.

3) Έκαστον των έκλεγέντων μελών του διοικητικού Συμβουλίου θά έχη ως αναπληρωτήν τὸν υπό του ίδιου Κράτους υποδειχθέντα μετ' αυτού υποψήφιον.

4) Η έντολή των μελών του διοικητικού Συμβουλίου, έκλεγέντων υπό τής Γενικής Συνελεύσεως θά αρχεται από τής λήξεως τής τακτικής συνόδου τής Γενικής Συνελεύσεως ή οποία τὰ εξέλεξε και θά λήγη εις τὸ τέλος τής μεθεπομένης τακτικής συνόδου. Η έντολή αυτή δεν δύναται να ανανεωθῆ άμέσως. Η Γενική Συνέλευσις κατά την πρώτην αυτής σύνοδον, θά όρίση διά κλήρου, μεταξύ των έκλεγέντων μελών του διοικητικού Συμβουλίου, τρία μέλη των οποίων ή έντολή θά λήγη εις τὸ τέλος τής επομένης πρώτης τακτικής συνόδου.

Η έντολή των μελών του διοικητικού Συμβουλίου, έκλεγέντων υπό τής πρώτης συνόδου τής Γενικής Συνελεύσεως θά άποκτά ισχύν από τής ήμέρας τής έκλογής αυτών.

5) Το διοικητικόν Συμβούλιον, ενεργούν υπό την έξουσίαν τής Γενικής Συνελεύσεως έχει εύθύνην ένώπιον αυτής, ως πρὸς την έκτέλεσιν του ύπ' αυτής έγχοιθέντος προγράμματος, ιδίως δὲ θά άσκη τὰ κατατέρω άναφερόμενα καθήκοντα:

α) Θά εξέταξη και έγκρίνη τὰ κατ' έτος καταρτιζόμενα υπό του Διευθυντού του Κέντρου προγράμματα και έκθέσεις. Η διετής έκθεσις των πεπραγμένων, ή οποία θέον να υποβληθῆ εις την Γενικήν Συνέλευσιν, τῶ υποβάλλεται ώσάυτως.

β) Θά έλέγξη την οικονομικήν διαχείρισιν του Κέντρου και θά καταρτίξη τὸν έτήσιον προϋπολογισμόν.

γ) Θά άποφασίξη περί των σχετικῶν με την επιστημονικήν συνεργασίαν συμφώνων, άτινα θέον να συναφθῶσιν υπό του Κέντρου.

δ) Θά διαβιβάξη εις την Γενικήν Συνέλευσιν τὸν κατάλογον των διά τὸ άξίωμα του Διευθυντού υποψηφίων, μεταξύ τής ήτιολογημένης γνωματεύσεως έφ' έκάστου έξ αυτών.

ε) Θά προβαίνη εις διορισμούς άνωτέρων θέσεων του Κέντρου, τῆ προτάσει του Διευθυντού.

στ) Θά διορίξη, έν τῆ περιπτώσει, καθ' ήν ό Διευθυντής του Κέντρου δεν δύναται να άσκη τὰ καθήκοντά του, αντικαταστάτην, ό οποίος θά μένη έν ύπηρεσίᾳ μέχρι τής προτεχούσιν συνόδου τής Γενικής Συνελεύσεως.

ζ) Το Διοικητικόν Συμβούλιον θά συνέρχηται εις τακτικήν σύνοδον δις του έτους και εις έκτακτον σύνοδον τῆ αίτήσει τριῶν εκ των μελών αυτού ή τῆ συγκλήσει του Προέδρου αυτού.

Άρθρον 7.

Διευθυντής και Προσωπικόν

1) Ο Διευθυντής του Κέντρου θά διορίζηται διά περίοδον τεσσάρων έτων υπό τής Γενικής Συνελεύσεως, κατόπιν υποβολής των υποψηφιοτήτων υπό του διοικητικού Συμβουλίου. Ο διορισμός δὲ ούτος θά δύναται να ανανεωθῆ.

2) Ο Διευθυντής θά διευθύνη τὰς έργασίας του Κέντρου συμμορφούμενος πρὸς τὰ προγράμματα και τὰς οδηγίας τής Γενικής Συνελεύσεως και συμφώνως πρὸς τούς όρους έκτελέσεως οὓς άποφασίξει τὸ διοικητικόν Συμβούλιον. Ο αντιπροσωπική του Κέντρον ένώπιον των δικαστηρίων και δι' άλλας τὰς πράξεις του άστικῶ δικαίου.

3) Ο Διευθυντής θά διορίξη τὰ πρόσωπα εις άλλας τὰς επιστημονικές και διοικητικές θέσεις και ύπηρεσίας έκτός

των υπό τής παραγράφου 5 έδάφιον ε του άρθρου του άναφερομένων.

4) Υπό την επιφύλαξιν συγκεντρώσεως άνωτέρων προσόντων άκεραιότητος, τεχνικής άποδόσεως και άρμοδιότητος, τὸ προσωπικόν του Κέντρου θέον να στρατολογήται επί εύρυτάτης, κατά τὸ δυνατόν, γεωγραφικής βάσεως. Πληρестάτη δὲ δημοσιότης θέον να δοθῆ διά πάσα κενήν θέσιν και ύπηρεσίαν.

5) Έν τῆ έκπληρώσει των καθήκόντων του, ό Διευθυντής και τὸ προσωπικόν οφείλουν να μη ζητούν ούτε να δέχωνται ούδεμίαν οδηγίαν παρ' ούδεμιᾶς Κυβερνήσεως και παρ' ούδεμιᾶς ξένης πρὸς τὸ Κέντρον Άρχῆς.

Άρθρον 8.

Οικονομικαί διατάξεις.

1) Οί οικονομικοί πόροι, οὓς διαθέτει τὸ Κέντρον προσπορίζονται εκ των έτησίων εισφορών των Κρατών — Μελών αυτού, εκ των δωρεῶν, κληροδοτημάτων και έπιχορηγήσεων τὰ οποία θά δύναται να άποδέχεται συμφώνως πρὸς την παράγραφον βην του παρόντος άρθρου, ως και εκ των άμοιβῶν τὰς οποίας θά λαμβάνη εκ παρεχομένων έξυπηρετήσεων.

2) Η έτησία συνεισφορά των Κρατών—μελών εις τὸν προϋπολογισμόν του Κέντρου θά καθορίζεται, συμφώνως πρὸς πίνακα συναπτόμενον εις την παρούσαν Σύμβασιν.

Έν τούτοις, ή Γενική Συνέλευσις θά δύναται, εάν φρονῆ ότι οί άλλοι οικονομικοί πόροι του Κέντρου έπιτρέπουν τούτο, να έλαττώση κατά την ίδιαν αναλογίαν, τὸ ποσόν των δι' ώρισμένον έτος καταβλητέων συνεισφορών.

Θά δύναται ώσάυτως ή Γενική Συνέλευσις διά πλειοψηφίας των δύο τρίτων των παρόντων και ψηφίζόντων μελών να αύξήση, κατά την ίδιαν αναλογίαν τὸ δι' ώρισμένον έτος καταβλητέων συνεισφορών ποσόν.

3) Κατά παρέκκλισιν τὸν διατάξεων, τής παραγράφου 2ας του παρόντος άρθρου, τὸ ύφ' έκάστου Κράτους μέλους καταβλητέον ποσόν, ως πρώτη αυτού συνεισφορά εις τὸν προϋπολογισμόν του Κέντρου, οιαδήποτε και αν τυγχάνη ή ήμερομηνία τής εισδοχῆς και συμμετοχῆς αυτού εις την παρούσαν Σύμβασιν, καθορίζεται, κατ' άποκοπήν υπό τής πρώτης συνόδου τής Γενικής Συνελεύσεως κατά ποσοστὸν επί τοις εκατόν όριζόμενον, του προβλεπόμενου εις τὸν προσηρημένον λογαριασμόν ποσού. Το επί τοις εκατόν ποσοστὸν τούτο δεν δύναται να είναι κατώτερον των 100)ο ούτε άνωτερον των 125)ο.

4) Είς άντάλλαγμα τής οικονομικής του συμμετοχῆς, έκαστον Κράτος—μέλος θά έχη τὸ δικαίωμα χρησιμοποίησεως δωρεᾶν των ύπηρεσιῶν του Κέντρου, έν μέτρῳ όριζομένῳ υπό τής γενικής Συνελεύσεως.

5) Έάν έν μέλος δεν έκπληροῖ τὰς έναντι του Κέντρου οικονομικὰς αυτού ύποχρεώσεις, ή Γενική Συνέλευσις θά δύναται, τῆ είσηγήσει του Διοικητικού Συμβουλίου να άναστέιλη την άσκησιν των δικαιωμάτων και προνομίων του Κράτους τούτου μέλους, έν μέτρῳ όριζομένῳ ύπ' αυτής.

6) Ο Διευθυντής του Κέντρου θά δύναται κατόπιν έγκρίσεως του Διοικητικού Συμβουλίου, να άποδεχθῆ πᾶν κληροδοτήμα δωρεᾶν ή έπιχορηγήσιν προσφερόμενα εις τὸ Κέντρον, υπό τὸν όρον όπως ή παροχή των δωρεῶν, κληροδοτημάτων ή έπιχορηγήσεων, μη περιέχη ούδεμίαν διάταξιν ή όρον αντίθετον πρὸς τούς σκοπούς του Κέντρου.

Άρθρον 9.

Σχέσεις μετὰ τής Οργανώσεως των Ηνωμένων Έθνῶν διά την Έκπαίδευσιν, την Έπιστήμην και την Μόρφωσιν (UNESCO).

Τὸ Κέντρον θά συνάψη μετὰ τής UNESCO σύμφωνον πρὸς καθορισμόν των όρων στενῆς και άποτελεσματικής συνεργασίας μεταξύ των δύο ιδρυμάτων ιδίως, όσον άφορᾶ την παρεχομένην βοήθειαν εις τὰς επιστημονικὰς έρευνας, τὰς ανταλλαγὰς πληροφοριῶν και προσωπικοῦ, την λειτουργίαν των κοινῶν ύπηρεσιῶν και την χορήγησιν άμοιβαίων διευκολύνσεων.

"Αρθρον 10.

Σχέσεις με φιλοξενούσας χώρας.

Τὸ Κέντρον θὰ συνάπτῃ συμφωνίας μετὰ τῶν χωρῶν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων τυγχάνουν ἐγκατεστημένα ἢ ἔδρα αὐτοῦ ἢ τὰ ἐργαστήριά του, πρὸς ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικῆς συνεργασίας μετὰ τῶν ἀρμοδίων ἰδρυμάτων τῶν Χωρῶν τούτων,

"Αρθρον 11.

Δικονομικὴ ἰκανότης καὶ ἀσυλίας τοῦ Κέντρου.

1) Τὸ Κέντρον θὰ ἀπολαύῃ, ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν ἐκάστου ἐκ τῶν Κρατῶν μελῶν, ἐκείνων τῶν προνομίων, ἀσυλιῶν καὶ δικονομικῆς ἰκανότητος, τὰ ὁποία τῷ εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἀσκησιν καὶ ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων αὐτοῦ καὶ ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν του.

2) Συμφωνίαι θὰ καθορίζουν τὰ προνόμια καὶ τὰς ἀσυλίας τοῦ Κέντρου καὶ τῶν ὑπαλλήλων αὐτοῦ εἰς τὰς χώρας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ὁποίων εἶναι ἐγκατεστημένη ἢ ἔδρα τοῦ Κέντρου ἢ τῶν ἐργαστηρίων αὐτοῦ.

"Αρθρον 12.

Ἀποχώρησις τῶν Κρατῶν-Μελῶν.

Πᾶν Κράτος-μέλος θὰ δύναται νὰ ἀνακοινώσῃ τὴν ἐκ τοῦ Κέντρου ἀποχώρησίν του ὁποτεδήποτε μετὰ τὴν λήξιν προθεσμίας τριῶν ἐτῶν, ἀρχομένην ἀπὸ τῆς ἡμέρας, καθ' ἣν ἐγένετο μέλος καὶ συμμετέσχεν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν. Ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη καθ'ἑαυτὰ ἀποτελεσματικὴ ἐν ἔτος ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς κοινοποιήσεως αὐτῆς εἰς τὸν Διευθυντὴν τοῦ Κέντρου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, ὅτι τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος-μέλος θὰ ἔχῃ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, καταβάλει τὴν συνεισφορὰν αὐτοῦ δι' ὅλα τὰ ἔτη, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ὁποίων ἀνήκει εἰς τὸ Κέντρον συμπεριλαμβανομένης τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως, ἢ ὁποία θὰ ἀκολουθῇ τῆς ἀνακοινώσεώς του τὴν ἡμερομηνίαν. Ὁ Διευθυντὴς θὰ ἀναγγεῖλῃ τὴν ἀνακοίνωσιν εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη-μέλη τοῦ Κέντρου, ὡς καὶ εἰς τὸν γενικὸν Διευθυντὴν τῆς UNESCO.

"Αρθρον 13.

Τροποποιήσεις.

Ἡ παρούσα Σύμβασις δύναται νὰ τροποποιηθῇ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως προτάσει Κρατῶν-μελῶν. Πᾶν σχέδιον τροποποιήσεως δεόν νὰ κοινοποιηθῇ εἰς τὰ Κράτη-μέλη, τρεῖς μῆνας τοῦλάχιστον, πρὸ τῆς ὑποβολῆς πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν. Μόνον οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Κρατῶν-μελῶν τοῦ Κέντρου συμμετέχουν εἰς τὴν σχετικὴν περὶ τροποποιήσεώς τινος ψηφοφορίαν, ἥς ἢ ἀποδοχὴ δὲν δύναται νὰ ἐπιτευχθῇ εἰμὴ διὰ τῆς συγκεντρώσεως ἀριθμοῦ ψήφων ἴσου πρὸς τὰ δύο τρίτα τοῦλάχιστον τοῦ ἀριθμοῦ ὄλων τῶν Κρατῶν-μελῶν.

"Αρθρον 14.

Τελικαὶ διατάξεις.

1) Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ὑποβληθῇ πρὸς ὑπογραφήν καὶ ἀποδοχὴν πρὸς ὅλα τὰ Κράτη μέλη τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῆς UNESCO ἢ οἰασδήποτε ἄλλης Εἰδικευμένης Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

2) Τὰ Κράτη δύναται νὰ γίνων συμβαλλόμενα μέλη εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν διὰ τῆς:

α) ὑπογραφῆς ἀνευ ἐπιφύλαξεως ὡς πρὸς τὴν περαιτέρω ἀποδοχὴν,

β) ὑπογραφῆς ὑπὸ ἐπιφύλαξιν ἀποδοχῆς, ἀκολουθουμένης ὑπὸ ἀποδοχῆς,

γ) ἀνευ ὄρων ἀποδοχῆς.

Ἡ ἀποδοχὴ καθίσταται ἰσχυρά, διὰ τῆς καταθέσεως ἐπίσημου ὁράνου εἰς χεῖρας τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς UNESCO.

3) Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, ἐφ' ὅσον δέκα Κράτη συμμετάσχουν αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2ας τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς UNESCO θὰ πληροφορήσῃ τὰ Κράτη-μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως περὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως αὐτῆς ἐν ἰσχύϊ. Ὡσαύτως θὰ τὰ πληροφορήσῃ καὶ ἐπὶ τῶν ἡμερομηνιῶν, καθ' ἃς ἄλλα Κράτη θέλουν συμμετάσχει τῆς Συμβάσεως ταύτης.

5) Ἄμα τῇ θέσει ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς UNESCO θὰ τὴν ὑποβάλῃ, πρὸς πρωτοκόλλησιν, εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Πρὸς πίστωσιν τούτων οἱ ὑπογεγραμμένοι Ἀντιπρόσωποι, δεόντως ἐξουσιοδοτηθέντες πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ὑπογράφουν τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν τῇ πόλει τῶν Παρισίων τὴν ἕκτην Δεκεμβρίου, τοῦ χιολιοστοῦ ἐκακοστοῦ πενηκοστοῦ πρώτου ἔτους, εἰς ἐν καὶ μόνον ἀντίτυπον εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἐγκύρων.

Τὸ πρωτότυπον θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς UNESCO. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὄργανώσεως ταύτης θὰ χορηγήσῃ βεβαιωμένον ἀντίγραφον, εἰς ἐκάστην τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀναφεραμένων εἰς τὸ ἄρθρον 14ον, παρὰ γραφῶς 1η Κρατῶν.

Π Α Ρ Α Ρ Τ Η Μ Α

ΠΙΝΑΞ ΣΥΝΕΙΣΦΟΡΩΝ

1. Κράτη-Μέλη τῆς «UNESCO»:

Ὁμάς Α': Κράτη ὧν ἡ συνεισφορὰ εἰς τὴν «UNESCO» εἶναι κατωτέρα τῶν 0,50 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO», τὸ ἰσότιμον ἐκ \$ Η.Π.Α. 2.000.

Ὁμάς Β': Κράτη ὧν ἡ εἰς τὴν «UNESCO» συνεισφορὰ εἶναι ἴση ἢ ἀνωτέρα τῶν 0,50 ο)ο καὶ κατωτέρα τῶν 2 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO» τὸ ἰσότιμον ἐκ \$ Η.Π.Α. 5.000.

Ὁμάς Γ': Κράτη ὧν ἡ συνεισφορὰ εἰς τὴν «UNESCO» εἶναι ἴση ἢ ἀνωτέρα τῶν 2 ο)ο καὶ κατωτέρα τῶν 5 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO», τὸ ἰσότιμον ἐκ \$ Η.Π.Α. 10.000.

Ὁμάς Δ': Κράτη ὧν ἡ συνεισφορὰ εἰς τὴν «UNESCO» εἶναι ἴση ἢ ἀνωτέρα τῶν 5 ο)ο καὶ κατωτέρα τῶν 15 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO», τὸ ἰσότιμον ἐκ \$ Η.Π.Α. 15.000.

Ὁμάς Ε': Κράτη ὧν ἡ συνεισφορὰ εἰς τὴν «UNESCO» εἶναι ἴση ἢ ἀνωτέρα τῶν 15 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO», τὸ ἰσότιμον ἐκ \$ Η.Π.Α. 20.000.

2. Κράτη τὰ ὁποία εἶναι μέλη τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ἀλλὰ δὲν εἶναι μέλη τῆς «UNESCO».

Τὰ Κράτη ταῦτα θὰ καταταχθοῦν εἰς τὰς ἀνωτέρω ἀναφερομένας ομάδας ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ποσοστοῦ τῆς συνεισφορᾶς αὐτῶν εἰς τὸν προϋπολογισμόν τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

3. Κράτη τὰ ὁποία εἶναι μέλη μίᾳς τῶν Εἰδικευμένων Ὄργανώσεων τῆς τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ἀλλὰ δὲν εἶναι μέλη τῆς «UNESCO» οὔτε τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Αἱ χῶραι αὗται θὰ καταταχθοῦν εἰς τὰς ἀνωτέρω ἀναφερομένας ομάδας ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ πιθανοῦ ποσοστοῦ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν τῆς συνεισφορᾶς αὐτῶν εἰς τὸν προϋπολογισμόν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καθοριζομένου ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Συνεισφορῶν τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

*Από 1 Ιανουαρίου 1960 ή έτησια συνδρομή της Έφημεριδος της Κυβερνήσεως, ή τιμή των τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Ἱαρχηγήματι τῆς Έφημεριδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι :

Α. ΕΤΗΣΙΑ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	250
3. » » » Γ'	»	200
4. » » » Δ'	»	400
5. » » Παράρτημα	»	200
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	500
7. » » τεύχος Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	»	300
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἄπαντα τὰ τεύχη τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ἐπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοήθειας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογούν τὰ ἑξῆς ποσά :

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	12,50
3. » » » Γ'	»	10.—
4. » » » Δ'.....	»	20.—
5. » » Παράρτημα	»	10.—
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	25.—
7. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	15.—
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
9. » » Δι' ἄπαντα τὰ τεύχη	»	100.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

*Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων. τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ..	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ άρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων ..	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20)5)1939 ..	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν	Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

Β' Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν Τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

II Εἰς τὸ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν υδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὀρίσθη εἰς 5 ο/ο

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμη τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅπαντα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συνἀποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ